Cahier de doléances du Tiers État de Joches (Marne)

Cahier de remontrances, plaintes et doléances des habitants contribuables de la paroisse de Joches, diocèse et élection de Châlons-sur-Marne.

Tous et unanimement votants en l'assemblée tenue le dimanche 1^{er} mars présent mois, pour se conformer et obéissant à la lettre de Sa Majesté de la convocation des États généraux donnée à Versailles le 24 janvier dernier, ensemble de l'ordonnance de M. le grand bailli d'épée de Châlons-sur-Marne, en date du 17 février dernier, et signification faite auxdits habitants, le 26 février dernier, pour être, ledit cahier, représenté par leur député en l'assemblée du bailliage de Châlons indiquée au 12 du présent mois, à quoi nous, contribuables, nous désirons qu'il plaise aux États d'y avoir égard, donnons tous pouvoirs à notre député de par nous préposer notre avis ainsi qu'il suit :

1. Que les charges et impôts publics soient supportés par les trois ordres.
2. Une répartition égale en raison de la fortune de sujets pour payer la dette nationale ¹ à l'avenir les charges de l'État, de façon que celui qui aura plus de biens paiera plus et celui qui en aura moins en paiera moins.
3. Supprimer tous les impôts qui écrasent le tiers des campagnes comme la corvée, les aides, les hommes de garnison ; diminution du sel ; à l'exception de la milice, parce que nous naissons et sommes tous nés soldats, laquelle milice soit désignée pour le tirage à trois lieues d'arrondissement au plus de chaque paroisse ;
4. Que tout banqueroutier démontré frauduleux soit frappé de la tache d'infamie.
5. Suppression de toutes les charges, emplois, pensions onéreuses à l'État que paie, d'une façon ou d'une autre, l'habitant des campagnes.
6. Établissement dans nos paroisses d'une caisse municipale dans laquelle sera déposée la contribution de chaque habitant ; cette municipalité des paroisses portera ses fonds à la caisse municipale du bailliage, laquelle voiturera le tout au grand coffre royal de Sa Majesté.
7. Pour remplir cette caisse municipale de la paroisse à plein, chaque habitant paiera à raison de son revenu et de son commerce ; la municipalité fera la répartition en ne gagnant que ses journées.
8. Suppression actuelle des exercices des huissiers-priseurs, comme la ruine des malheureux habitants des campagnes.
9. Obliger le seigneur des marais de se conformer aux édits et arrêts du Conseil, pour le dessèchement et entretien desdits marais, suivant la concession qui lui en a été faite par le Roi.
10. L'obliger à ne pas troubler les malheureux habitants dans leur juste possession qu'ils ne peuvent défendre faute de fortune.
11. Nous jouissons d'une partie de notre portion de marais en pâturage, mais, faute d'entretien des ponts et chaussées qui y conduisent, nous ne pouvons pas en profiter, risque à faire périr le bétail, et même, il y en a déjà péri.
12. Suppression entière des pigeons, par rapport au tort considérable que font cesdits oiseaux dans les temps de semailles et de moissons, ainsi que tout autre gibier.
13. Nous demandons qu'il nous soit permis de jouir du pâturage dans les prés, marais, dudit seigneur des marais, après que la récolte en aura été faite.

Fait et arrêté par moi, greffier de la municipalité, en présence du syndic municipal, des membres et adjoints

de la paroisse.

A Joches, cejourd'hui dimanche 8 mars 1789.